

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
98 rue Montebello
BP 50520
83000 Toulon

Toulon, le 20/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COCA COLA MIDI SAS

PARC D'ACTIVITES DU PLATEAU DE SIGNES
avenue de Berlin
83870 Signes

Références : D-UD83-2026-0167
Code AIOT : 0006400210

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement COCA COLA MIDI SAS implanté 99 AV DE BERLIN PARC D'ACTIVITES DU PLATEAU DE SIGNES 83870 Signes. L'inspection a été annoncée le 19/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale relative aux risques de formations d'atmosphères explosives (ATEX) dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COCA COLA MIDI SAS

- 99 AV DE BERLIN PARC D'ACTIVITES DU PLATEAU DE SIGNES 83870 Signes
- Code AIOT : 0006400210
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Les activités de l'usine Coca-Cola Midi sont principalement la fabrication de concentrés, sous forme liquide ou sous forme de poudres, leur conditionnement et leur stockage avant expédition. L'activité est composée des phases suivantes :

- Réception et stockage de matières premières liquides et solides
- Préparation, dosage et mélange
- Conditionnement
- Stockage et expédition des produits finis liquides ou solides.

L'activité est autorisée par arrêté préfectoral du 3/02/1997, modifié en dernier lieu par arrêté complémentaire du 16/01/2026.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 11

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	90 jours
4	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	90 jours
6	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
5	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats de l'inspection que l'exploitant a procédé à l'analyse du risque ATEX sur son site. Les résultats de cette évaluation sont retranscrites dans le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) détenu par l'exploitant.

Le DRPCE et le plan de zonage des risques ATEX nécessitent cependant une mise à jour, en intégrant notamment les zonages partiels et la vérification de l'adéquation des matériels par zones.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées (IIC), avec l'assistance de son bureau d'étude présent par visioconférence (cabinet conseil CAPSICOM), son analyse des risques ATEX (zone à risques d'explosions). La méthodologie d'analyse du risque ATEX mise en œuvre par l'exploitant repose notamment sur une cotation du risque basée sur l'évaluation de la criticité du phénomène (gravité/probabilité). La méthodologie mise en œuvre figure dans le DRPCE (document relatif à la protection contre les explosions) de l'exploitant. Ce dernier comprend, pour chaque localisation du risque, par salle et par procédé : <ul style="list-style-type: none">- le (les) produit(s) référent(s) pris en compte ;- les conditions de formation d'une ATEX ;- les moyens de prévention de la formation de l'ATEX ;- le zonage, son étendu et sa description ;- la maîtrise des sources d'inflammation (classe de matériel requis, consignes d'exploitation, adéquation du matériel, mesures de maîtrise des risques existantes) ;- la maîtrise du risque (classement du niveau de risque, consigne de maintenance, améliorations envisageables). L'exploitant a également présenté à l'IIC le dernier rapport de mesures antistatiques (rapport N°134688333-001-1 du 23/09/2025) relatif aux mesures de résistance à la terre des salles concernées par le risque ATEX. La synthèse du rapport ne met pas en évidence de mesure défailante, mais émet des observations avec des actions à mettre en œuvre. La colonne "adéquation du matériel" du DRPCE ne mentionne pas de façon claire si le matériel requis en zone est conforme, et notamment par rapport à la colonne "classe de matériel requis". L'IIC a procédé, par sondage, au contrôle des marquages sur plusieurs appareils situés en zone ATEX. Ce contrôle figure dans les constats du point n°6 du présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant transmet à l'IIC le plan d'action relatif à la résorption des observations mentionnées dans le rapport de mesures antistatiques du 23/09/2025.</p> <p>L'exploitant vérifie la conformité des matériels situés en zone ATEX en vérifiant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence de la déclaration de conformité qui doit être fournie par le fabricant. Ces documents doivent être conservés par l'exploitant (article L.557-30 du code de l'environnement) ; - l'adéquation des matériels avec la classe des matériels requis. <p>L'exploitant transmet à l'IIC le plan d'action relatif à la mise à jour de son DRPCE sur ce point, accompagné de l'échéancier établi.</p> <p>Par ailleurs, comme indiqué ci-avant, l'IIC a noté que le DRPCE comprend une colonne dédiée aux améliorations envisageables concernant la prévention des formations ATEX et la prévention des sources d'inflammation. Eu égard aux commentaires figurant dans cette colonne, que l'IIC qualifie d'importants (exemple : salle 338 "vérifier mise à la terre de la structure métallique au dessus des cuves"), l'exploitant doit profiter de la mise à jour de son DERPC pour faire un état d'avancement de ces axes d'améliorations et disposer d'un archivage de ces actions.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...] ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; - [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'IIC les plans de zonage ATEX réalisés suite à l'évaluation du risque ATEX dans son établissement (dernière mise à jour 2014).</p> <p>Un plan des zones à risques ATEX a été réalisé pour chaque niveau concerné. Le bâtiment concerné par le risque ATEX (usine) comprend 3 niveaux.</p> <p>Chaque plan comprend la matérialisation des zones à risques telles qu'identifiées dans l'évaluation du risque (DRPCE).</p> <p>L'IIC a procédé, par sondage, à la vérification de la cohérence entre l'évaluation du risque figurant dans le DRPCE et sa reproduction sur les plans présentés. Cette vérification a concerné les salles : 111, 352, 338, 131A et 131 C.</p> <p>L'IIC a constaté que certaines sous-zones identifiées dans l'évaluation du risque ATEX ne sont pas reportées sur les plans présentés.</p> <p>En l'occurrence, l'IIC a notamment constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - salle 111 : classement général en zone 2, mais absence de matérialisation des sous-zones 0 et hors zone sur le plan ; - salle 352 : classement général en zone 2, avec des sous-zones classées 21, mais absence des sous-

<p>zones 0, 1, 20 et hors zone sur le plan.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'IIC avoir d'ores et déjà travaillé sur ce point et prévoit une mise à jour complète en 2026. En effet, compte tenu du nombre important de zones et sous-zones ATEX, la nécessité d'un plan en 3D va être mis en œuvre par l'exploitant. Le scan 3D a déjà été réalisé, le traitement des données est en cours.</p> <p>Le DRPCE comprend également l'évaluation du risque ATEX concernant la citerne extérieure de stockage de propane autorisée sur le site par APC du 25/01/2023. Cette citerne ne figure pas dans le plan de zonage ATEX.</p> <p>L'exploitant a déclaré à l'IIC que son démantèlement est prévu en juin 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder à la mise à jour de ses plans de zonage ATEX, en intégrant l'ensemble des sous-zonages. Le plan d'action correspondant doit être transmis à l'IIC, accompagné de l'échéancier établi par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>

N° 3 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] A. - Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait procéder annuellement à la vérification de ses installations électriques. L'exploitant a présenté à l'IIC le dernier rapport de vérification périodique daté du 10/12/2025 (Q18 - rapport n°135194432-001-1-Q18), relatif au contrôle du 29/11/2025.</p> <p>La vérification des installations a été réalisé par l'organisme vérificateur (APAVE) selon les dispositions du référentiel APSAD D18. Compte tenu de l'étendue des dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 26/12/2011 relatif aux vérifications des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants, la conformité des méthodes et l'étendue des vérifications réalisées par l'APAVE n'a pas été contrôlé par l'IIC.</p> <p>L'organisme vérificateur (APAVE) indique dans son rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que l'ensemble des installations électriques de l'établissement ont été vérifiées ; - que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;

- qu'aucune non-conformité n'a été identifiée lors de cette vérification.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'IIC a vérifié, sur le terrain, par sondage, la matérialisation des zones à risques en concordance avec les plans transmis.</p> <p>L'IIC a ainsi vérifié les salles 111, 352, 131C, 350, 331, 333, 338. Toutes ces salles disposent d'un affichage à l'entrée de chaque zone (sur la porte d'accès) indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les risques recensés (dont ATEX) , - les EPI obligatoires , - les consignes à respecter. <p>L'inspection note cependant que l'affichage ATEX est générique (ATEX). Le niveau de la zone (0, 1, 2 ou 20, 21, 22) n'est pas indiqué.</p> <p>Concernant la formation du personnel, l'exploitant a indiqué à l'IIC :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'une formation initiale ATEX est dispensée au personnel dès l'embauche ; - que la dernière formation date du 1/04/2026. <p>Un personnel de l'entreprise, interrogé par l'IIC sur ce point, a confirmé avoir participé à la formation du 1/04/2026.</p> <p>La traçabilité de ces formations internes est assurée par l'exploitant via la conservation des évaluations réalisées à l'issue de la formation.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué à l'IIC la mise en œuvre de deux niveaux de formations externes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ATEX niveau 2 : maintenance et suivi qualité de matériel (2 jours) ;

<p>- ATEX niveau 0 : maintenance et suivi de matériel ATEX (0.5 jour).</p> <p>L'exploitant a présenté à l'IIC deux attestations de formation datées respectivement du 10/12/2025 et du 21/07/2025 concernant 2 personnels du site ayant suivi ces formations (formation externe - organisme de formation TUV Rheinland France).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète la signalétique, si nécessaire, à l'entrée de chaque zone, permettant d'identifier le niveau de chaque sous-zones, en cohérence avec le plan de zonage. L'exploitant s'appuiera sur l'expertise de son bureau d'étude à l'origine de l'évaluation des risques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>

N° 5 : Formation d'atmosphère explosive

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation des locaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'IIC que toutes les salles concernées par un zonage ATEX sont ventilées en permanence (ventilation mécanique forcée). L'exploitant a également indiqué à l'IIC que le niveau de ventilation est asservi, selon l'évaluation des risques, à une déclenchement automatique.</p> <p>L'IIC a notamment vérifié le fonctionnement permanent de la ventilation en salle 111 et en salle 352. L'ICC note également, pour ces salles, que le système d'extraction et son fonctionnement figurent dans le DRPCE, dans la colonne "moyens de prévention de la formation de l'ATEX".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Conformité des appareils

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation produits ATEX / Zonage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R.</p>

557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

L'IIC a vérifié, par sondage, la présence du marquage et l'adéquation des matériels installés en zone ATEX. Il a ainsi été vérifié :

- en salle 111, la conformité des détecteurs d'éthanol. Selon le DRPCE, le matériel requis dans cette zone doit être Ex II 3 G (groupe d'appareils destinés à une utilisation en surface - pour une protection normale en zone 2). Les 2 détecteurs contrôlés dans cette salle comporte un marquage Ex II 2 G (groupe d'appareils destinés à une utilisation en surface - pour une protection élevé en zone 2) ;

- en salle 352, la conformité du dispositif de mise à la terre, située à proximité de la cuve 13TM1. Selon le DRPCE, le matériel requis dans cette zone doit être Ex II 1 G (groupe d'appareils destinés à une utilisation en surface - pour une protection très élevée en zone 0). Le dispositif contrôlé comporte un marquage Ex II 1 G.

Sur ces deux points, la compatibilité des matériels avec le zonage défini dans le DRPCE apparaît conforme (considérant que pour la salle 111, le dispositif installé présente un niveau de protection supérieur à l'évaluation des risques).

L'exploitant a présenté à l'IIC la déclaration de conformité EU (2004Y0004_12 du 17/05/2022) relative aux détecteurs d'éthanol de marque Honeywell, certifiés 08ATEX0264X.

Le marquage des détecteurs contrôlés porte la certification 07ATEX0142X.

L'exploitant a présenté à l'IIC la déclaration de conformité UE du 19/01/2021 relative à un équipement de marque NewsonGale certifié 19ATEX0551.

Le marquage sur le dispositif de mise à la terre contrôlé porte la certification 09ATEX2158X.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit vérifier avec son fournisseur la correspondance des déclarations de conformité présentés avec les appareils installés (détecteurs d'éthanol et dispositif de mise à la terre).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 90 jours